

Histoires des populismes

Hermet, Guy

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Hermet, G. (2017). Histoires des populismes. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 17(4), 481-490.
<https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56314-8>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

Histoires des populismes

GUY HERMET
(Sciences Po Paris)

Le mot

Le simple mot de « populisme » souffre déjà de handicaps. Le premier procède de son histoire. Son usage est répertorié assez tard dans les dictionnaires : en 1929 en français, par référence à un courant littéraire rebelle à la psychologie mondaine des romanciers de l'époque. Une deuxième faiblesse du mot tient à ce que presque personne ne se réclame du populisme. Le populisme est « nauséabond ». Troisième faiblesse, il s'est dissous dans le mélange hétéroclite pratiqué par ceux qui l'associent à d'autres mots pour le brouiller plus encore. L'une de ces parentés hasardeuses le lie au terme jumeau de populiste. Les deux mots ne coïncident qu'en partie. Le populisme se comprend comme une catégorie générique du registre politique applicable à un ensemble de courants, d'attitudes ou de régimes de gouvernement. En revanche, tant l'adjectif que le substantif « populiste » sont dépourvus de ce caractère classificatoire. Ils peuvent désigner des phénomènes ou des personnalités relevant du populisme homologué comme tel. Mais il leur arrive aussi bien de qualifier des postures ou des comportements sans rapport direct avec lui. Il faut bien se montrer un peu populiste pour être élu. Les mots populiste et populaire partagent en outre un autre voisinage. Ils opposent l'illicite au licite. Autre voisinage habituel : celui du populisme et de l'extrême droite. Or, l'épithète « extrême droite » relève moins du répertoire de l'analyse que de celui de l'anathème lancé contre ceux qui n'adhèrent pas à la foi démocratique orthodoxe, alors même que le rejet de la démocratie représentative est devenu rarissime chez les populistes.

Les populismes des origines

Qu'en est-il maintenant des phénomènes classés comme populistes ? Le populisme naît à l'extrême gauche révolutionnaire, sa première manifestation remontant aux populistes russes – les *Narodniki*¹ – des années 1840 à 1880.

¹ Le mot *Narodnitchestvo* – populisme – apparaît en Russie vers 1870, pour désigner un courant révolutionnaire vieux déjà d'une trentaine d'années. Le vocable *Narodnik* –

D'extraction sociale élevée ou petite-bourgeoise, ces initiateurs honnissaient le projet modernisateur du tsarisme au bénéfice de leur vision ethno-culturelle d'une Petite Mère Russie conforme au modèle idéalisé de ses communautés paysannes. Sans idéologie, ces populistes n'avaient qu'une règle : l'action avec et pour le peuple. Non contaminé à leurs yeux par les fausses valeurs de l'Occident, le peuple des campagnes pouvait seul contribuer à la rédemption du pays. Fanatiques, les *Narodniki* étaient prêts à tout pour la cause, jusqu'au terrorisme et à l'assassinat.

Deuxième expression du phénomène, le Boulangisme, qui joue en France un rôle plus directement fondateur au terme des années 1880. Il correspond à un contexte social et politique, en réponse à une forte réceptivité populaire et à l'ascendant exercé par son *leader*, le Général Georges Boulanger. Ce Boulangisme se développe dans un pays avancé à l'époque, nanti d'une démocratie parlementaire de fraîche date. Il apparaît, aussi, dans une société traumatisée par sa défaite de 1871 devant l'Empire allemand puis par la Commune de Paris. Enfin, la France souffre depuis 1885 d'une dépression économique prolongée. En bref, le terrain du Boulangisme préfigure celui des poussées populistes devenues classiques dans les pays accédant à l'ère industrielle. Il illustre également une mutation du populisme, le déplaçant de la gauche idéaliste vers la droite radicale. De 1887 à 1889, le mouvement boulangiste se définit déjà ainsi comme un phénomène de la modernité, spécialement par son assise urbaine dans tous les groupes sociaux, assez analogue à celle du Front National ou des formations populistes scandinaves ou néerlandaises actuelles. Avec cela, sa modernité s'observe dans son mode d'émergence, symptomatique des convulsions qui, sous l'impact de leurs accès de dépression, affectent les sociétés industrielles de façon chronique. Avec le Boulangisme comme avec ses héritiers, à ces accès dépressifs répondent la mise au pilori de la caste des représentants patentés du peuple couplée à une surenchère chauvine et xénophobe. Toutefois, l'issue indiquée n'est pas la dictature. Elle est celle d'une démocratie plébiscitée, dont Gambetta s'était déjà fait le chantre après la guerre de 1870-1871.

Un an après le suicide du Général Boulanger en 1891 surgit un troisième mouvement : celui des petits fermiers de l'Ouest et du Midwest américains puis des Prairies canadiennes. Ce populisme anti-urbain, dénonciateur de la domination capitaliste, innove par son organisation en véritable parti politique – le *People's Party* – comme dans sa vocation électoraliste. Il se distingue encore par deux autres aspects. Le *People's Party* naît d'une véritable protestation populaire : celle des petits exploitants agricoles de l'Ouest – les *Grangers* – et à moindre degré des mineurs, des prohibitionnistes,

populiste – date du même moment. Plus tard, le terme russe *Populizm* définira le populisme comme phénomène générique.

des socialistes chrétiens et des femmes des milieux modestes. En deuxième lieu, il ne met en cause ni la démocratie américaine ni la constitution des États-Unis. Il fixe ainsi l'archétype du populisme dans ce pays, d'une part réformiste plutôt que subversif, d'autre part ethnique, traduisant la hantise d'une déchéance sociale de la masse des « petits blancs » protestants. Dans ce contexte, le *People's Party* cesse d'hésiter comme le Boulangisme entre la voie légale de conquête du pouvoir par les élections et celle du coup d'État factieux. Mais bien qu'il choisisse le registre de la respectabilité électorale, il ne sera qu'un feu de paille, jailli avec l'élection présidentielle de 1892 et déjà moribond avec celle de 1896.

L'Europe et l'Amérique du Nord ont été les berceaux du populisme naissant. L'Amérique latine en reste la terre d'élection. Car si le gouvernement représentatif n'a plus guère été contesté dans les vieilles sociétés industrielles, il n'en est pas allé de même en Amérique latine, où les régimes constitutionnels rythmés par les élections et confondus avec le gouvernement des partis et des professionnels de la politique ont toujours affronté un modèle populiste rival. À partir des années 1920, les masses latino-américaines se sont lassées des subterfuges de dirigeants qui ne respectaient les apparences de la souveraineté populaire que pour mieux en annuler les conséquences. Dès lors, elles se sont ralliées au modèle alternatif d'une démocratie plébiscitaire, reposant non plus sur une délégation de pouvoir à des mandataires élus sans conviction, mais sur l'incarnation de leur volonté par des figures providentielles. Conséquence de cette réceptivité au message populiste : c'est en Amérique latine qu'est apparu le « populisme consolidé ». Soit un populisme atteignant sa plénitude au travers de régimes de gouvernement achevés, dotés de leurs institutions propres et perdant par là leur caractère marginal et éphémère pour acquérir le statut d'une catégorie de pouvoir.

Des précurseurs du populisme latino-américain furent parallèlement les *caudillos*² du XIX^e siècle. Les indépendances des années 1820 ayant éliminé les fonctionnaires ibériques, les oligarchies créoles³ avaient pratiqué le libéralisme à l'état pur. Privatisant un pouvoir libre de toute entrave, elles réduisirent la politique latino-américaine à un « accord entre gentlemen » excluant le peuple. Seuls à bousculer cette logique, les *caudillos* furent les premiers populistes : héros nationaux comme Rosas (1793-1877) ou Portales (1793-1837), créateurs des États argentin et chilien, dictateurs moins illustres, tel le guatémaltèque Barrios, voire bandits de grand chemin affectant de défendre les pauvres. Des décennies plus tard, s'imposera le sergent mulâtre Fulgencio Batista (1901-

² Le terme de *Caudillo* désignait les chefs des bandes chrétiennes combattant l'invasion musulmane en Espagne à l'époque médiévale. Au XIX^e siècle, il s'est appliqué en Amérique latine à des personnages qui, pourvus d'une base de pouvoir locale, s'emparaient ensuite de l'autorité centrale avant de rétablir un semblant de sécurité dans des pays tombés dans l'anarchie.

³ Créole signifie blanc, ou d'origine européenne, dans l'Amérique hispanophone.

1973) qui, de 1933 à 1944 et de 1952 à 1959, donnera aux Cubains l'impression que le règne des blancs avait pris fin⁴. Cela sans oublier d'autres *caudillos* relativement récents : ainsi le Docteur Duvalier (1909-1971) en Haïti, l'implacable dictateur Rafael Trujillo (1891-1961) en République dominicaine, le chef de la Garde nationale nicaraguayenne Anastasio Somoza Garcia (1896-1956), fondateur de dynastie.

Les gouvernements populistes « consolidés », établis de 1932 à 1945 et de 1950 à 1954 par Getulio Vargas au Brésil, puis de 1946 à 1955 et en 1973-1974 par Juan Perón en Argentine, forment toutefois le plat de résistance du populisme latino-américain achevé. Parent du fascisme italien dans un registre non belliciste, le « gétulisme » brésilien adopte en 1934 la forme d'un *Estado Novo* autoritaire reposant sur un syndicat unique, avant de se libéraliser un peu en s'appuyant sur deux partis créés *ex nihilo*. En Argentine, le colonel Perón apparaît plus emblématique encore du « populisme consolidé ». Acquis aux puissances de l'Axe pendant la Seconde guerre mondiale, il vire à gauche après son élection régulière à la présidence en 1945. Jouissant avec son épouse Evita d'un charisme probablement supérieur à celui de tous les autres dictateurs de son continent, il fonde davantage encore que Vargas son pouvoir sur un syndicalisme « justicialiste » érigé en gestionnaire d'un État Providence créé de toutes pièces. À l'instar du Gaullisme en France, le Péronisme va se muer en particularité pérenne du système politique argentin. À présent, le gouvernement « bolivarien » du lieutenant-colonel Hugo Chavez et de Nicolas Maduro au Vénézuéla prolonge cette lignée du « populisme consolidé ».

L'irruption populiste en Europe

Que des pays appartenant au monde de la pauvreté succombent au populisme ne surprend pas. Mais il est plus singulier de voir maintenant que les sociétés d'abondance n'y résistent plus. La seule chronologie montrerait que c'est en France que ce populisme européen contemporain a surgi vers 1950, avec le bref essor du poujadisme. Pierre Poujade exprimait l'angoisse des artisans et commerçants frappés par les formes nouvelles de production, de distribution et de consommation. Créée en 1953, son Union des commerçants et des artisans (UDCA) était empreinte de l'antiparlementarisme classique des formations protestataires. Aux élections législatives de juin 1956, elle recueillit deux millions et demi de voix et 52 sièges à l'Assemblée nationale – dont celui de Jean-Marie Le Pen – correspondant à 11,6% des suffrages, cette performance se trouvant réduite à néant par le retour au pouvoir du Général De Gaulle en 1958.

⁴ Impression fautive, puisque ce règne des gouvernants blancs se rétablit avec l'avènement de Fidel Castro, en 1959.

Plus décisifs parmi les initiateurs du nouveau populisme européen furent toutefois les partis antifiscaux scandinaves nés à l'orée des années 1970. Leur apparition se produit simultanément au Danemark et en Norvège, avec la création des deux organisations dont sont issus les Partis du Progrès homonymes danois et norvégien (le premier obtient aussitôt 15,9% des suffrages et 28 sièges de député aux législatives de 1973, avec une forte audience parmi les diplômés de l'enseignement supérieur et les professions libérales). L'un et l'autre ont une sensibilité néo-libérale et anti-étatiste radicale. Favorables aux États-Unis et à Israël, ils ne sont pas encore expressément xénophobes bien qu'hostiles à l'unification européenne. Leur cible est l'envahissant État-Providence. Ils illustrent aussi l'atténuation du poids du charisme des *leaders* dans les poussées populistes. En Scandinavie comme sauf exceptions dans l'Europe de l'Ouest, l'ascendant charismatique s'est trouvé dilué à partir de ce moment dans une personnalisation de l'ensemble du jeu politique, y compris en ce qui a concerné les figures des grands partis classiques.

Presque simultanément se forme en octobre 1972 le Front National de l'ex-député poujadiste Jean-Marie Le Pen. Mais cette première naissance est un coup pour rien, le FN et son chef restant perçus comme des curiosités. Ce premier Front National sans troupes possède pourtant un trait indélébile : son hétérogénéité idéologique, mêlant les nationaux-catholiques à la nouvelle droite et aux nationalistes maurassiens. L'accord se fait pourtant sur un axe majeur : la protection de l'identité nationale ainsi que ses corollaires en matière de choix d'une « Europe des patries » et de politique « démographique » (cet euphémisme couvrant la remise en cause de l'immigration). La deuxième naissance cette fois décisive du Front National se produit en 1983, à des élections municipales partielles à Dreux, où il recueille 16,7% des votes. Dans la foulée, les européennes de 1984 lui valent ses premiers députés. Puis le rétablissement partiel de la représentation proportionnelle par François Mitterrand lui procure 35 sièges de député aux législatives de 1986. Cela dans l'attente d'une sorte de troisième naissance du parti aux présidentielles du 21 avril 2002, où Le Pen se place en deuxième position au premier tour avec 16,9% des électeurs inscrits, juste derrière Jacques Chirac (19,9%). Le Front national se « banalise » et le fera davantage avec l'accession de Marine Le Pen à sa tête et sa seconde position au deuxième tour des présidentielles de 2017.

Les formations populistes perdent alors leur nature éphémère, pour se transformer en composantes des systèmes de partis de nombre de pays. Au Danemark et en Norvège, elles en viennent à soutenir sans scandale des gouvernements de centre droit, le Parti du Progrès norvégien parvenant parfois à devancer les sociaux-démocrates dans les sondages. En Suède, où la présence des populistes était restée confidentielle, le Parti des démocrates fondé en 1988 parvient à obtenir 20 sièges au Parlement et 5,8% des voix aux élections de 2010 de Suède, avant de provoquer un véritable « séisme politique » aux

élections parlementaires de 2014, où il concentre 14% des votes. Il en va de même en Finlande, avec la poussée en 2011 des « Vrais Finlandais » de Timo Soini, forts de 18% des intentions de vote lors d'un sondage récent. Mais ce sont davantage les « libéraux » autrichiens (FPÖ) de Jörg Haider et le système des partis italien tout entier qui illustrent avant cela la stature nouvelle du populisme européen. Survint d'abord l'effondrement de ce que les Italiens ont appelé la « Première République », régie par un bipartisme imparfait démocrate-chrétien/communiste. Effondrement progressif sanctionné par la création en 1989 du mouvement populiste-autonomiste Ligue du Nord, par fusion de la Ligue lombarde et de la Ligue vénitienne. Cela avant que ne naisse en 1994 la « Seconde République », marquée par la création par Silvio Berlusconi de Forza Italia, formation médiatico-populiste à laquelle se substitue le Peuple de la Liberté de 2009 à 2013, en attendant la renaissance de Forza Italia la même année 2013. En 2009 enfin, le parcours s'achève sans doute provisoirement avec la création du Mouvement 5 Étoiles (M5S), mouvement proprement populiste cette fois, dirigé en despote par son créateur l'humoriste Beppe Grillo. Un mouvement se voulant parti « dématérialisé », « anti-caste », favorable à Donald Trump, anti-Bruxelles, projetant un référendum sur l'abandon de l'Euro et l'instauration d'un revenu de citoyenneté. Le Mouvement 5 Étoiles a obtenu 25,5% des voix, 109 députés et 54 sénateurs aux élections législatives de février 2013. Il se hisse en tête des sondages, en dépit du naufrage de Virginia Raggi qu'il avait fait élire à la mairie de Rome. Avant cela, de 1999 à 2004, Jörg Haider orchestre ce qui apparut à ce moment comme le tournant capital du populisme européen avec l'accès de son parti, le FPÖ (Parti libéral d'Autriche), aux responsabilités gouvernementales dans une coalition « noir-bleu » l'associant au Parti social-chrétien (ÖVP). Cela avant qu'il n'atteigne le score impressionnant de 46,2% des voix en faveur de son candidat, Norbert Höfer, aux élections présidentielles du 4 décembre 2016. De leur côté, les Pays-Bas se sont transformés en vitrine du populisme nouvelle vague, d'abord avec le séduisant Pim Fortuyn et le cinéaste Theo Van Gogh, tous deux assassinés en 2002 et 2004. Puis la percée populiste annoncée en 2002 par la Liste Pim Fortuyn (36% des voix à Rotterdam) rebondit avec le Parti pour la Liberté (PVV) de Geert Wilders. En tête dans les sondages à la veille des élections législatives du 15 mars 2017, après avoir appuyé de 2010 à 2012 le gouvernement du premier ministre libéral-démocrate (VVD) de Mark Rutte, en vertu d'une politique dite de « tolérance », celui-ci a finalement vu démentir cette attente (21,2% des voix au VVD de Rutte, contre 13% au PVV de Wilders). Pendant cette période s'est également installé en Flandre belge le *Vlaams Blok* de tendance séparatiste, supplanté désormais par le *Vlaams Belang*, ainsi que le Parti populaire. En Suisse, c'est l'Union démocratique du Centre (UDC), vieille formation agrarienne, qui s'est muée en parti populiste anti-immigrés et réfractaire à l'Union européenne sous l'impulsion de Christoph

Blocher, qui en a fait le premier parti helvétique. À ces mouvements de l'Europe de l'Ouest s'ajoutent ceux de l'Europe centrale et orientale, certains un moment nostalgique du communisme, la plupart aujourd'hui nationalistes et rejetant l'intégration européenne. Ainsi en Hongrie où domine le FIDESZ (jeunes démocrates), autrefois progressiste et anticlérical, ni antisémite ni raciste, transformé par Viktor Orban en un parti national-conservateur concurrencé par une autre formation cette fois antisémite, le Jobbik.

D'autres pays semblaient en revanche échapper au populisme. L'Allemagne, où les mouvements néo-nazis restaient confidentiels. La Grande-Bretagne, en négligeant les premiers pas du Parti pour l'indépendance du Royaume Uni (UKIP), fondé en 1993 et propulsé parmi les grands par le référendum de 2016 sur le Brexit. L'Espagne, qu'on croyait préservée par la mémoire du franquisme. Mais suite à l'afflux des réfugiés musulmans, l'Allemagne voit naître en 2013 l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), créditée en janvier 2017 de 11 à 14% des voix aux élections législatives du 24 septembre. En Europe de l'Ouest, le Portugal, l'Irlande et le Luxembourg restent ainsi seuls à échapper à une emprise massive ou au moins substantielle des mouvements populistes, tandis que les États-Unis ont vu triompher Donald Trump à l'élection présidentielle de 2016.

Le populisme se réinstalle à gauche

Le populisme n'a finalement pas épargné l'Espagne. Mais il s'est agi pour la première fois dans l'histoire récente, si l'on excepte l'épisode des partis communistes italien et français qui en partageaient les traits, de la résurgence d'un populisme d'extrême gauche effacé depuis un siècle au moins. Créé en janvier 2014, le mouvement espagnol *Podemos* (*nous pouvons*, calqué du *Yes we can* de Barack Obama) en est l'instrument. *Podemos* procède de l'initiative d'enseignants de science politique de l'Université Complutense de Madrid, inspirés par les *Indignados*, mouvement d'occupation de la Puerta del Sol à Madrid surgi en 2011. Ce mouvement est conduit par Pablo Iglesias, né en 1978, militant révolutionnaire depuis l'âge de quatorze ans, intéressé par le Parti communiste italien en tant qu'étudiant Erasmus à Bologne et marqué par le Contre-sommet de Gênes de juillet 2001. *Podemos* dénonce le capitalisme financier à l'instar de son homologue new-yorkais *Occupy Wall Street*. Condamnant la « caste » qui soumet l'Espagne à ses intérêts et à ses machinations, il se positionne sur une ligne de décroissance économique. Il a par ailleurs célébré le modèle socialiste-bolivarien du lieutenant-colonel Chavez au Vénézuéla, ou celui d'Evo Morales en Bolivie.

Podemos a pour objectif le *sorpasso* (terme italien, pour doubler, dépasser) le vieux Parti socialiste (PSOE). Il recueille de bons résultats aux élections législatives de décembre 2015 (26,6% des voix, troisième place). Mais les législatives de juin 2016 se révèlent décevantes, avec une perte d'un million de suffrages. En fait, *Podemos* a raté jusqu'à présent son objectif de dépasser le PSOE, pourtant en plein déclin. Il se remet mal de cet échec relatif, travaillé qu'il est entre le courant radical d'Iglesias et celui, modéré, d'Iñigo Errejón. Reste que *Podemos* n'en prend pas moins figure de prototype de la formation populiste de l'époque présente comme probablement de l'avenir proche. Mêlant la tradition d'extrême-gauche et la post-modernité, il dispose d'un *leader* charismatique en la personne de Pablo Iglesias. Son inscription dans le futur se dessine parallèlement. Son mentor, Pablo Iglesias, a engendré sa notoriété initiale en tant qu'animateur d'émissions de télévision diffusées sur internet. Dès sa naissance, *Podemos* a privilégié une « stratégie numérique », « dématérialisée », utilisant à fond les réseaux sociaux. Beppe Grillo et son Mouvement 5 Étoiles l'avaient fait peu avant, mais avec moins de méthode et sans manifester une appartenance claire à la gauche. Depuis lors, la percée de « La France insoumise » de Jean-Luc Mélenchon constitue une nouvelle manifestation de ce populisme de gauche.

La personnalisation, ou, dans le registre du populisme, le charisme est particulièrement marqué dans ce cas. Son héros, Jean-Luc Mélenchon, de parents pieds-noirs d'origine espagnole, procède de l'aile gauche du Parti socialiste, auquel il a adhéré en 1976 après un intermède trotskyste de mai 1968 à 1979 probablement. Franc-maçon inactif, démissionnaire du PS en 2008, après avoir été sénateur et ministre sous son étiquette en 1986 et 2000-2002, il fonde en 2008 le Parti de Gauche, qu'il préside jusqu'en 2014. Dans la perspective du scrutin présidentiel de 2012, il se fait également l'artisan avec les communistes du Front de Gauche, à partir duquel il affermit son image nationale. Ses talents de tribun l'y aident. Comme Pablo Iglesias, Mélenchon manifeste ses sympathies à l'endroit du socialisme à la façon d'Hugo Chavez au Venezuela. Il se place au quatrième rang au premier tour des présidentielles de 2012 remportées par François Hollande, avec 11,1% des voix. Le score est seulement honorable. Jean-Luc Mélenchon récidive aux présidentielles de 2017, cette fois sans le label du Front de Gauche. Inventant son propre label de « La France insoumise » (FI), il stagne comme en 2012 à la quatrième place lors du premier tour de la consultation. Ample consolation, qui accroît pourtant sa frustration bien qu'il ait « crevé les écrans » pendant la campagne : il s'est hissé de quatre à sept millions de voix au premier tour, et de 11,1 à 19,6% des votants entre 2012 et 2017. Les populistes de droite et de gauche rassemblés en sont ainsi venus à dominer statistiquement l'électorat français et ont quasiment écrasé les partis parlementaires. Cela en s'appuyant plus encore peut-être que *Podemos* sur la « stratégie numérique » (le site de la France insoumise comptait

près de 300.000 inscrits à la veille du premier tour des présidentielles, et 270.000 sur celui de *You Tube*.

Quel avenir ?

Quel bilan tirer de cet état des lieux ? Les récentes élections autrichiennes, néerlandaises et françaises ont paru augurer un ralentissement immédiat de la poussée populiste. Inversement, le référendum sur le Brexit, tout comme l'élection de Donald Trump ou le développement en France d'un double secteur populiste droite-gauche autour de Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon suggèrent un renforcement de son emprise. Au-delà de ces péripéties, trois phénomènes retiennent l'attention. Le premier se rapporte à l'emprunt du discours populiste et à la reprise de ses thèmes de prédilection sur l'immigration ou la lutte contre le terrorisme par des représentants des partis parlementaires installés. Le deuxième phénomène s'observe principalement en France, où Emmanuel Macron et bien plus encore Jean-Luc Mélenchon se sont mués en figures proprement charismatiques vis-à-vis d'une partie de leur public. Non contents de cela, ils ont pris des accents césaristes de sauveurs de la patrie. Troisième phénomène, le plus marquant : la mise en cause de la démocratie représentative telle qu'elle avait régné longtemps sans grande contestation. Une mise en cause émanant non plus tant des politologues que des sans grade jusqu'alors réduits à mandater leur élus sans état d'âme. Ces modestes usagers de la démocratie sont en train de tourner le dos à leurs mentors ; ils ne se limitent plus à voter pour « le moins pire », à fuir dans l'abstention ou même dans le vote blanc. Ils se convertissent pour beaucoup au « démagisme ».

Les référendums sur le Traité constitutionnel européens de mai et juin 2005 avaient préfiguré cette insurrection électorale, quand une majorité des électeurs français (29/05/2005), néerlandais (1/06/2005) et irlandais (12/06/2008) avait refusé de se plier aux vœux de leurs classes politiques respectives. De leur côté, les Suisses ont approuvé le 9 février 2014 la proposition dite « Contre l'immigration de masse », présentée par les « populistes » de l'UDC mais désapprouvée par les autres formations. Le Brexit du 23 juin 2016 est intervenu ensuite, magnifiant l'indiscipline politique des Britanniques jadis déférents, avant qu'il ne se trouve éclipsé le 8 novembre par la victoire électorale de Donald Trump et des « petits blancs ». Dernière transgression pour l'instant : l'issue négative du référendum organisé par Matteo Renzi en Italie, le 4 décembre 2016. Cela sans négliger dans l'intervalle, le 2 octobre 2016, le rejet par une majorité des Colombiens de l'accord de paix du 26 septembre avec les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie).

Ces épisodes ne relèvent plus d'une protestation populiste au sens strict. Ils expriment la fronde ouverte de millions d'électeurs qui démentent ce que

l'on a appelé parfois le « mystère de l'obéissance ». Soit cette résignation de la masse au rôle subalterne qui lui est réservé dans nos systèmes représentatifs (sauf dans une mesure variable dans les consultations présidentielles). Assurément, il ne se trouve pas de *leaders* charismatiques conformes au schéma populiste classique dans certaines de ces circonstances. Mais il demeure qu'une fraction croissante des « peuples » se dérobe devant le savoir-vivre démocratique consistant à ajouter foi aux dires des professionnels de l'élection et aux assurances qu'ils tentent encore de prodiguer, en bref à croire en la politique. Un populisme depuis la base ?